

MAIRIE DE PLEVENON

SOUS-PRÉFET

07 FEV. 2007

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DINAN DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 30 janvier 2007

L'an deux mille sept, le mardi 30 janvier, les membres du Conseil Municipal dûment convoqués se sont réunis à 20 heures 30 à la mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Charles DANIER.

Date de la convocation et de la publicité : 22/01/2007

Etaient présents : Mesdames CHOLET Anne, SIBIRIL Valérie, HERVE Diana, LAOUENAN Marie-Thérèse, JUGAN Sabrina, Messieurs BARBU Michel, FAIX Olivier, CHARMES Henri, BERNARD Eugène, MARCELIN Robert, COJEAN Alain, PICKEROEN Dominique.

Absents représentés : Renée RICHEUX (par S. JUGAN), Marie-Laure RIVOILAN (par M. BARBU)

Mme Diana HERVE, candidate, est élue secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

En début de séance, M. Le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation de rajouter à l'ordre du jour un point 8 relatif à l'avenir d'un commerce.

N° 2 – 2007 : P.L.U. Prescription de la révision d'un Plan Local d'Urbanisme

Monsieur Le Maire expose que la révision du Plan Local d'Urbanisme qui remplace le P.O.S. à compter du 1^{er} avril 2001, est rendue nécessaire en raison des aspects juridiques liés à la loi « littoral ».

Il informe le Conseil Municipal que les dépenses entraînées par les études et l'établissement des documents d'urbanisme seront compensées par une part de la DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION (D.G.D.) allouée par l'Etat.

M. Le Maire précise que cette révision est prescrite par délibération du Conseil Municipal. Cette délibération précise également les modalités de concertation prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Elle fait l'objet, pendant un mois d'un affichage en mairie et est insérée, en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Les services de l'Etat sont associés à la révision du PLU à l'initiative du maire ou à la demande du préfet conformément à l'article L.123-7 du code de l'urbanisme.

Les personnes publiques autres que l'Etat, associées à la révision du PLU sont la Région, le Département, La Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et la Section Régionale de Conchyliculture. Ces personnes publiques doivent être consultées à leur demande au cours de la révision du PLU.

M. Le Maire souligne qu'il en est de même pour les Maires des Communes voisines et pour les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés.

Les communes voisines sont les suivantes :

- FREHEL

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sont les suivants :

- Communauté de Communes du Pays de MATIGNON

Par conséquent, l'engagement de toute procédure de révision du PLU est subordonné à la délibération que le Conseil Municipal est amené à prendre aujourd'hui.

Après avoir entendu l'exposé de M. Le Maire, après avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

1. de prescrire la révision du Plan local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire Communal pour répondre aux objectifs présentés ci-dessus.
2. de consulter les personnes publiques autres que l'Etat ainsi que les Maires des communes limitrophes et les Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales à chaque fois qu'ils en feront la demande au cours de la révision du PLU conformément à l'article L.123-8 du code de l'urbanisme.
3. de soumettre pendant toute la durée de la révision du PLU, le projet à la concertation des habitants, des associations et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole selon les modalités suivantes : (1)
 - un avis d'information sera publié dans la presse, invitant toutes les personnes intéressées à se rendre en mairie où le projet sera mis à la disposition du public avec un registre d'observations.
 - L'avis dans la presse précisera les jours et les heures où ce dossier sera mis à la disposition du public ;
 - Un avis d'information sera publié dans la presse invitant les personnes intéressées à participer aux réunions publiques qui seront organisées ;
 - Une boîte à idées sera mise à la disposition du public jusqu'à l'arrêt du projet.
 - Une permanence d'un représentant du bureau d'études avant chaque réunion de travail pour renseigner les personnes qui en auront fait la demande.
4. de demander, conformément à l'article L.127-7 du Code de l'Urbanisme, que les Services de la Direction Départementale de l'Equipe-ment soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour l'assister et la conseiller dans le lancement de la procédure de révision du

PLU et lors de la consultation préalable au choix du cabinet d'études qui en sera chargé.

5. de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision du PLU.

La présente délibération sera notifiée :

- au Préfet du Département des Côtes d'Armor
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers, de la Chambre d'Agriculture et la Section Régionale de Conchyliculture.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

Publié le 2/02/2007

Certifié exécutoire et adressé
A la Sous-Préfecture le




Le Maire,
Jean-Charles DANIER

- 7 FEV. 2007



